









# Procédure file

Informations de base		
REG - Règlement du Parlement	<a href="#">2023/2055(REG)</a>	Procédure terminée
Règlement intérieur du PE: saisine des commissions sur des propositions d'actes juridiquement contraignants et procédure de résolution des conflits de compétence		
Sujet 8.40.01.08 Travaux du Parlement, procédure, sessions, règlement		

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>AFCO</b> <a href="#">Affaires constitutionnelles</a>		26/04/2023
		 <a href="#">BISCHOFF Gabriele</a>	
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 <a href="#">WIELAND Rainer</a>	
		 <a href="#">BOYER Gilles</a>	
		 <a href="#">DELBOS-CORFIELD Gwendoline</a>	
		 <a href="#">ANNEMANS Gerolf</a>	
		 <a href="#">DZHAMBAZKI Angel</a>	
		 <a href="#">SCHOLZ Helmut</a>	
		NI <a href="#">TRÓCSÁNYI László</a>	

Événements clés			
08/05/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
24/05/2023	Vote en commission		
26/05/2023	Dépôt du rapport de la commission	<a href="#">A9-0198/2023</a>	Résumé
13/06/2023	Résultat du vote au parlement		
13/06/2023	Décision du Parlement	<a href="#">T9-0223/2023</a>	Résumé

Informations techniques	
Référence de procédure	2023/2055(REG)
Type de procédure	REG - Règlement du Parlement
Sous-type de procédure	Règlement
Base juridique	Règlement du Parlement EP 237-p1
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Étape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	AFCO/9/11785

Portail de documentation					
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE746.803</a>	18/04/2023	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE746.841</a>	04/05/2023	EP	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		<a href="#">A9-0198/2023</a>	26/05/2023	EP	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T9-0223/2023</a>	13/06/2023	EP	Résumé

## Règlement intérieur du PE: saisine des commissions sur des propositions d'actes juridiquement contraignants et procédure de résolution des conflits de compétence

La commission des affaires constitutionnelles a adopté le rapport de Gabriele BISCHOFF (S&D, DE) sur les amendements au règlement du Parlement concernant le renvoi aux commissions des propositions d'actes juridiquement contraignants et la procédure de résolution des conflits de compétence.

### Article 48 - Examen des actes juridiquement contraignants

Le Président doit renvoyer les propositions d'actes juridiquement contraignants reçues d'autres institutions ou d'États membres à la commission compétente pour examen. Il est proposé que les autres commissions soient informées en même temps de cette saisine.

Un autre amendement à l'article 48 prévoit que le Président annonce en plénière le renvoi, après réception de la proposition dans toutes les langues officielles de l'Union européenne et, sauf en cas de demande d'application de la procédure d'urgence conformément à l'article 163, après, le cas échéant, que tout conflit de compétences entre commissions a été réglé. Une fois annoncée en plénière, le renvoi est rendu public sur le site internet du Parlement.

### Article 211 : Questions de compétences

Afin de raccourcir la procédure de résolution des conflits de compétence, le délai pour soulever ces conflits est ramené à deux semaines. Dans le même but, le début du délai est lié à la saisine de la commission conformément à l'article 48, paragraphe 1, et non à l'annonce ultérieure en séance plénière. Le court délai de deux semaines n'est gérable que si les semaines sans activités parlementaires et les semaines réservées à des activités parlementaires extérieures ne sont pas prises en compte dans ce délai.

Afin d'éviter les retards, une modification introduit un délai dans lequel la Conférence des présidents des commissions ou son président doit émettre une recommandation. À des fins de clarification, le délai de six semaines pour une décision de la Conférence des présidents commence à courir à partir du moment où cette recommandation est transmise à la Conférence des présidents.

## Règlement intérieur du PE: saisine des commissions sur des propositions d'actes juridiquement contraignants et procédure de résolution des conflits de compétence

Le Parlement européen a adopté par 607 voix pour, 11 contre et 4 abstentions, une décision sur des modifications du règlement intérieur du Parlement européen concernant le renvoi aux commissions de propositions d'actes juridiquement contraignants et la procédure de résolution des conflits de compétence.

Le Parlement a décidé d'apporter à son règlement intérieur les modifications ci-après:

### Article 48 - Examen des actes juridiquement contraignants

Le Président doit renvoyer les propositions d'actes juridiquement contraignants reçues d'autres institutions ou d'États membres à la commission compétente pour examen. Les autres commissions sont informées en même temps de cette saisine.

Un autre amendement à l'article 48 prévoit que le Président annonce en plénière le renvoi, après réception de la proposition dans toutes les langues officielles de l'Union européenne et, sauf en cas de demande d'application de la procédure d'urgence conformément à l'article 163,

après que, le cas échéant, tout conflit de compétences entre commissions a été réglé. Une fois annoncée en plénière, le renvoi est rendu public sur le site internet du Parlement.

#### Article 211 : Questions de compétences

Au cas où une commission permanente se déclare incompétente pour examiner un point ou en cas de conflit de compétences entre deux ou plusieurs commissions permanentes, la Conférence des présidents des commissions est saisie de la question de compétences dans un délai de deux semaines à compter de la saisine de la commission visée à l'article 48, paragraphe 1. Les semaines sans activités parlementaires et les semaines réservées aux activités parlementaires extérieures ne sont pas prises en compte aux fins du calcul de ce délai.

Afin d'éviter les retards, une modification introduit un délai dans lequel la Conférence des présidents des commissions ou son président doit émettre une recommandation. À des fins de clarification, le délai de six semaines pour une décision de la Conférence des présidents commence à courir à partir du moment où cette recommandation est transmise à la Conférence des présidents.